Peine capitale

M. Ian Arrol (York-Est): Monsieur l'Orateur, la peine capitale devrait certes être imposée dans plus de cas que ceux que prévoit le bill C-2 sous sa forme actuelle, c'est-à-dire dans le cas de meurtre d'un agent de police et d'un gardien de prison. En parlant de viol, celui qui m'a précédé a dit que souvent il s'agissait plutôt du résultat d'une invitation que d'une occasion dont on a profité. Je rappelle au député que l'objet de l'amendement n'est pas d'imposer la peine capitale pour viol et uniquement pour viol, mais pour viol et meurtre.

M. Brewin: C'est bien ce que j'ai dit.

M. Arrol: La disposition visant à étendre la peine de mort à l'enlèvement entraînant la mort devrait être bien accueillie par tous les députés. Une des principales raisons pour lesquelles il est nécessaire de maintenir la peine capitale est que le public doit sentir que le pouvoir qu'il a conféré au gouvernement sera exercé pour son bien. L'objet principal de la peine capitale est de faire un pas; un avant et non un pas en arrière.

● (1550)

Aux États-Unis, il y a cent ou deux cents ans, le meurtre d'un membre d'une famille par un autre déclenchait une vendetta. Toujours aux États-Unis lorsqu'un meurtre était commis à l'époque héroïque du Far-West, quand il n'y avait personne sur place pour faire respecter la loi, le public se chargeait de lyncher le coupable. Le lynchage est peu recommandable et pourtant il découle de la conviction générale que justice doit être faite. Lorsqu'une collectivité estime avoir été lésée soit qu'elle procède au lynchage, soit qu'elle crée des milices, soit qu'elle charge de rendre justice le gouvernement qui est là pour la protéger. Dans le cas contraire, et lorsque les peines de mort sont continuellement commuées et lorsque, comme dans de nombreux États américains, la peine capitale est supprimée, le grand public estime ne pas être protégé. Le résultat en est qu'il prend la loi en mains d'une autre façon. Le citoyen estime alors jouir du droit démocratique et constitutionnel de porter une arme.

Lorsque justice ne semble pas être rendue et que la peine capitale est supprimée le grand public ne se considère pas protégé par son gouvernement. Dans ce cas, comme dans de nombreuses régions des États-Unis, les citoyens possèdent de véritables petites armureries. Pour se protéger, ils ont des armes dans toutes les pièces de la maison.

Cette forme de protection individuelle n'existe pas au Canada mais il serait bon que nous réfléchissions à ce qui pourrait se produire à l'avenir du fait de l'aggravation de nos problèmes sociaux, des sentiments qu'éprouve un secteur de notre société à l'égard de l'autre et du sentiment général d'exaspération à l'égard de certaines situations dans le monde. En l'absence d'une stricte application de la peine capitale, il est possible que nous en venions à reprocher à nos villes ce que nous reprochons actuellement à des villes américaines. Tant que nous ne prouverons au public que nous avons l'intention de le protéger, les gens n'auront pas l'impression que l'on a tenu compte de leur protection et de leur sécurité.

Lorsque je fais un discours en faveur de la peine capitale, je reçois des lettres de personnes qui parlent de la corde du pendu, en me demandant si j'aimerais me charger de la prochaine pendaison, et ainsi de suite. J'aimerais dire que bien que ce bill ne vise pas à modifier les méthodes de châtiement, un amendement visant à changer cela a malheureusement été rejeté pour des raisons procédurales

valables, le châtiement ne doit être rien de plus que la suppression d'une personne de la façon la plus humaine.

Lorsque je parle en faveur de la peine capitale, je ne prends pas nécessairement parti contre un certain groupe de la société et je ne considère pas non plus ceux qui pourraient être des meurtriers comme différents de moi-même. Je pense que chacun d'entre nous, dans son cœur et parfois dans ses actes, pourrait être capable de meurtre. Je crois que chacun d'entre nous a dit à un moment ou à un autre: Je pourrais tuer ce gars, et si la chance s'en présentait au moment de cette résolution, il se pourrait bien qu'un grand nombre d'entre nous serions des meurtriers.

Si nous examinons le cœur des hommes et tout le concept du bien et du mal, nous constaterons qu'en fait, cela découle en grande partie d'une époque, d'un lien et d'une société particulières. Je suis certain qu'un jeune de 16, 17 ou 18 ans dans l'Allemagne d'Hitler, un jeune qui aurait regardé son pays et vu qu'il n'allait nulle part et que dès qu'il faisait des avances, il devait verser des fonds de l'autre côté en réparations de guerre, aurait bien pu répondre à l'appel d'Hitler. Ce jeune aurait pu chercher à s'affirmer, à se trouver un centre d'intérêt ou une façon d'agir de manière positive et aurait pu répondre à l'appel d'Hitler et devenir un être voué à la violence. Ce même jeune de 15, 16 ou 17 ans, vivant il y a 2000 ans qui aurait cherché à s'affirmer, dans le but de trouver un objectif ou une façon positive de vivre, aurait bien pu répondre à l'appel du Christ qui parcourait les plages de Galilée en disant: «Suivez-moi.» Chacun de nous est en mesure d'accomplir le bien ou le mal et chacun de nous, dans les circonstances déterminées, aurait peut-être répondu il y a 2000 ans, à l'appel d'une personne dynamique, et chacune nous aussi dans l'Allemagne d'Hitler aurait pu devenir un jeune nazi ou un jeune bandit.

Voilà pourquoi beaucoup sont d'avis que c'est la société qu'il faut blâmer, que c'est elle qui crée les circonstances particulières. Bien des gens croient que l'éducation et le foyer sont peut-être responsables dans ce cas, et que comprendre signifie pardonner; pourtant, si je devais commettre un meurtre, même si j'en comprenais la raison, même si les gens avec qui j'en parlais avaient l'impression de comprendre les circonstances, de savoir comment cela avait pu arriver et pourquoi j'avais commis un meurtre, j'espérerais quand même voir objectivement la nécessité, pour une société, d'exiger la peine de mort pour un crime capital.

Nous exagérons parfois en disant que la démocratie s'est émancipée et que chacun de nous est aussi bon que n'importe qui. Nous exagérons parfois en disant qu'un meurtrier cruel et dépravé, qui a passé sa vie dans le vol, dans la haine à la façon d'une bête, qui a volé et battu les gens, pourrait devenir quelqu'un de bien si on savait le comprendre et lui donner l'encouragement voulu. Je suis convaincu, et je crois avoir raison, qu'il y a des gens incorrigibles, même si l'on sait les comprendre. Ils sont maintenant irrécupérables. Les traiter convenablement, c'est passer pour un naïf.

Si nous sommes incapables de comprendre que le mal existe vraiment dans la société, cela revient à dire, puisqu'on ne peut blâmer ceux qui font le mal, qu'on ne saurait louer ceux qui font le bien. C'est tout à fait absurde, bien entendu. Une société ne peut exister qu'en faisant régner la loi et l'ordre et il faut définir le mal.